

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis des ACVM : *Décision générale coordonnée 33-930 relative à la dispense des obligations de transmission de certains renseignements personnels en vertu du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*

Veillez prendre note que la décision 2026-PDG-0020 est publiée à la section 3.8.4 du présent bulletin.

(Texte de l'avis publié à la section 3.1 du présent bulletin)

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

DÉCISION N° 2026-PDG-0013

Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») de prendre le *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* (le « Règlement »), conformément à l'article 186.2.0.1, aux paragraphes 1°, 3°, 9.3°, 9.5°, 9.6°, 19°, 19.1° et 34° de l'article 331.1 et à l'article 333 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »);

Vu le pouvoir de l'AMF prévu à la LVM de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'AMF (le « Bulletin ») le 30 mai 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 21, section 7.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 19 février 2026 [(2026) B.A.M.F., vol. 23, n° 7, section 6.2.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'AMF prend le *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 24 mars 2026.

Yves Ouellet
Président-directeur général

DÉCISION N° 2026-PDG-0014**Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'AMF entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LVM;

Vu le pouvoir de l'AMF prévu à la LVM d'établir une instruction générale, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'AMF (le « Bulletin ») le 30 mai 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 21, section 7.2.1] du projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés (l'« instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet de modification de l'instruction générale à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 19 février 2026 [(2026) B.A.M.F., vol. 23, n° 7, section 6.2.2] du texte révisé du projet de modification de l'instruction générale;

Vu la décision n° 2026-PDG-0013 en date du 24 mars 2026, par laquelle l'AMF a pris le *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*, et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu l'article 298 de la LVM prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu le projet de modification de l'instruction générale présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'AMF établit la modification à l'Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise sa publication au Bulletin.

La modification de l'Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés prend effet le 5 mai 2026.

Fait le 24 mars 2026.

Yves Ouellet
Président-directeur général

Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignésⁱ

L'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») publie, en versions française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de la *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés.*

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'AMF le 19 février 2026, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le **5 mai 2026**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 29 avril 2026 et est reproduit ci-dessous. L'instruction générale prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Le 30 avril 2026

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

A.M., 2026-08

Arrêté numéro V-1.1-2026-08 du ministre des Finances en date du 16 avril 2026

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

VU que les premier et deuxième alinéas de l'article 186.2.0.1 prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut, conformément aux critères et conditions établis par règlement, désigner un indice de référence et l'administrateur de cet indice comme étant assujettis à la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) et qu'en outre elle peut prescrire, par règlement, les obligations qui incombent à une personne qui fournit des informations ou des données servant à établir un indice de référence désigné;

VU que les paragraphes 1^o, 3^o, 9.3^o, 9.5^o, 9.6^o, 19^o, 19.1^o et 34^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que l'article 333 de cette loi prévoit notamment que l'Autorité des marchés financiers peut établir diverses catégories de personnes, de valeurs ou d'opérations et prescrire les règles appropriées à chaque catégorie dans l'exercice de ses pouvoirs de réglementation;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés a été approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2021-07 du 23 juin 2021 (2021, G.O. 2, 3848);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que, conformément aux troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi, le projet de règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 23, n^o 7 du 19 février 2026;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés le 24 mars 2026, par la décision n^o 2026-PDG-0013;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 16 avril 2026

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS

Loi sur les valeurs mobilières

(chapitre V-1.1, a. 186.2.0.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 9.3^o, 9.5^o, 9.6^o, 19^o, 19.1^o et 34^o, et a. 333).

1. L'article 1 du Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés (chapitre V-1.1, r. 8.2) est modifié, dans le paragraphe 1 :

1^o par la suppression des définitions de « NCMC 3000 », de « NCMC 3001 », de « NCMC 3530 », de « NCMC 3531 » et de « Norme ISAE 3000 »;

2^o dans la définition de « obligations visées » :

a) par l'insertion, après ce qui précède le sous-paragraphe *a*, du sous-paragraphe suivant :

« *a.0*) les sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 13.1; »;

b) par le remplacement, dans les sous-paragraphe *c* et *d*, de « sous-paragraphe *a* et *b* » par « sous-paragraphe *a* à *c* »;

3^o par le remplacement des définitions de « rapport d'assurance limitée sur la conformité » et de « rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » par la suivante :

« rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » : le rapport préparé selon une assurance raisonnable qui remplit les critères suivants :

a) il est établi par un expert-comptable et porte sur la déclaration d'une personne physique ou de la direction d'une personne, selon le cas, qui réunit les conditions suivantes :

i) elle a trait à la description, à la conception et à la mise en place de politiques, de procédures et de contrôles par la personne physique ou la direction à l'égard des obligations visées applicables;

ii) elle indique si ces politiques, procédures et contrôles ont fonctionné de façon efficace au cours de la période applicable;

b) il est établi conformément à l'un des référentiels suivants :

i) le Manuel de CPA Canada;

ii) les Normes internationales de missions d'assurance établies par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance, et leurs modifications; ».

2. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « , ainsi qu'aux rapports d'assurance limitée sur la conformité et aux rapports d'assurance raisonnable sur la conformité établis par un expert-comptable » par « ainsi qu'aux rapports d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

3. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans les sous-paragraphe *f* et *g* du paragraphe 8, de « rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité établi par un expert-comptable » par « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 13, du suivant :

« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

13.1. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre qui n'est pas un indice de référence essentiel désigné, un taux d'intérêt de référence désigné ou un indice de référence de marchandises désigné, concernant son respect des éléments suivants :

- a)* les articles 5, 8 à 16 et 26;
- b)* la méthodologie de l'indice de référence désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

a) dans le cas du premier rapport, la période commençant neuf mois et un jour après la date de désignation de l'indice de référence visé à ce paragraphe et se terminant 12 mois après celle-ci;

b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 24 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence désigné au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2. ».

5. Les articles 32 et 33 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

32. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque indice de référence essentiel désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 5, 8 à 16 et 26;
- b) la méthodologie de l'indice de référence essentiel désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

a) dans le cas du premier rapport, la période commençant neuf mois et un jour après la date de la désignation de l'indice de référence visé à ce paragraphe et se terminant 12 mois après celle-ci;

b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant le premier jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 12 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence désigné au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

« Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence demandé par le comité de surveillance

33. 1) Si le comité de surveillance visé à l'article 7 le demande en raison de préoccupations liées à un contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné, ce contributeur engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles concernant son respect des éléments suivants :

- a) l'article 24;
- b) la méthodologie de l'indice de référence essentiel désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est de trois, six, neuf ou 12 mois, selon ce qui est précisé dans la demande visée à ce paragraphe.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe au contributeur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la demande visée à ce paragraphe.

4) Pour l'application du paragraphe 1, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé à ce paragraphe aux destinataires suivants au plus tard 100 jours après la demande visée à ce paragraphe :

a) le comité de surveillance;

b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné qui a établi le comité de surveillance visé au sous-paragraphe a);

c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières. ».

6. Les articles 36 à 38 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

36. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

a) les articles 5, 8 à 16, 26 et 34;

b) l'article 23, s'il s'agit d'un taux d'intérêt de référence avec contributeur d'indice de référence;

c) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

a) dans le cas du premier rapport, la période suivante :

i) s'il s'agit d'un taux d'intérêt de référence avec contributeur d'indice de référence, la période commençant trois mois et un jour après la date de la désignation du taux et se terminant six mois après celle-ci;

ii) s'il s'agit d'un taux d'intérêt de référence sans contributeur d'indice de référence, la période commençant neuf mois et un jour après la date de la désignation du taux et se terminant 12 mois après celle-ci;

b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 24 mois après celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

« Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence demandé par le comité de surveillance

37. 1) Si le comité de surveillance visé à l'article 7 le demande en raison de préoccupations liées à un contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné, ce contributeur engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 24 et 39;
- b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné;
- c) le code de conduite visé à l'article 23.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est de trois, six, neuf ou 12 mois, selon ce qui est précisé dans la demande visée à ce paragraphe.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe au contributeur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la demande visée à ce paragraphe.

4) Pour l'application du paragraphe 1, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé à ce paragraphe aux destinataires suivants au plus tard 100 jours après la demande visée à ce paragraphe :

- a) le comité de surveillance;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné qui a établi le comité de surveillance visé au sous-paragraphe a);
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

« Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence exigé à certains moments

38. 1) Le contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 24 et 39;
- b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné;
- c) le code de conduite visé à l'article 23.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

a) dans le cas du premier rapport, la période commençant trois mois et un jour après la date de désignation du taux d'intérêt de référence visé à ce paragraphe et se terminant six mois après celle-ci;

b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 24 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe au contributeur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport aux destinataires suivants au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2 :

- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné qui a établi le comité de surveillance visé au sous-paragraphe a);
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières. ».

7. L'article 39 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 8, de « un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » par « un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

8. L'article 40.13 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

40.13. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque indice de référence de marchandises désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

a) le paragraphe 1 de l'article 5 ainsi que les articles 11 à 13, 40.3, 40.4, 40.6, 40.7 et 40.9 à 40.12;

b) la méthodologie de l'indice de référence de marchandises désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

a) dans le cas du premier rapport, la période commençant neuf mois et un jour après la date de désignation de l'indice de référence visé à ce paragraphe et se terminant 12 mois après cette date;

b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 12 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2. ».

9. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ceci se trouve dans les articles 24, 26 et 40.11, de « rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » par « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

Dispositions transitoires

Période applicable au premier rapport – taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence

10. Malgré le sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 36 de ce règlement qui est prévu par le présent règlement, si un taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence est désigné avant l'entrée en vigueur du présent règlement, la période applicable au premier rapport visé à cette disposition commence le 1^{er} mai 2025 et se termine le 30 avril 2026.

Premier rapport – taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence

11. Malgré le paragraphe 3 de l'article 36 de ce règlement qui est prévu par le présent règlement, si un taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence est désigné avant l'entrée en vigueur du présent règlement, la mission de l'expert-comptable visée au paragraphe 1 de cet article prévoit que ce dernier doit fournir le premier rapport visé à cette disposition à l'administrateur d'indice de référence au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur du présent règlement.

Publication et transmission du premier rapport – taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence

12. Malgré le paragraphe 4 de l'article 36 de ce règlement qui est prévu par le présent règlement, si un taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence est désigné avant l'entrée en vigueur du présent règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné publie et transmet le premier rapport visé à ce paragraphe à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après l'entrée en vigueur du présent règlement.

Date d'entrée en vigueur

13. Le présent règlement entre en vigueur le 5 mai 2026.

87921



MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS

1. Le chapitre 1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* est modifié, sous l'intitulé « **Définitions et interprétation** » :

1° par le remplacement, dans le texte anglais du deuxième alinéa de la rubrique intitulée « *Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « données sous-jacentes* », de « s. 1(3) » par « subsection 1(3) »;

2° par le remplacement de la rubrique intitulée « *Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition des expressions « rapport d'assurance limitée sur la conformité » et « rapport d'assurance raisonnable sur la conformité* » » par la suivante :

« *Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles* »

Le « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » doit être préparé conformément aux Normes canadiennes de missions de certification (NCMC) prévues par le Manuel de CPA Canada ou aux Normes internationales de missions d'assurance (ISAE) applicables, lesquelles exigent que l'expert-comptable qui le prépare soit indépendant.

Dans le règlement, l'expression « Manuel de CPA Canada » s'entend au sens du *Règlement 14-101 sur les définitions*.

Un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles est exigé, selon le cas, en vertu des articles 13.1, 32, 33, 36, 37, 38 et 40.13 du règlement.

- La définition de « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » renvoie aux « obligations visées applicables ». L'expression « obligations visées » est définie au paragraphe 1 de l'article 1 du règlement et renvoie aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 des articles 13.1, 32 et 33, aux sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 des articles 36, 37 et 38 et aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 40.13.

- La mention de la période de « 12 mois » au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 des articles 32 et 40.13 du règlement désigne une période de 12 mois consécutifs qui n'a pas nécessairement à correspondre à une année civile ou à un exercice de l'administrateur d'indice de référence désigné.

- La définition de « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » fait mention de la « période applicable » (expression se rattachant aux mentions de « la période applicable au rapport » au paragraphe 2 des articles 13.1, 32, 33, 36, 37, 38 et 40.13 du règlement). À l'avenir, nous ferons généralement en sorte que toute désignation d'indice de référence se produise à la fin d'un mois, de manière à faciliter la détermination des périodes applicables aux futurs rapports d'assurance requis à l'égard de l'indice en question en vertu du règlement.

- Dans le cas du rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles demandé par le comité de surveillance dont il est question à l'article 33 ou 37 du règlement, le comité de surveillance préciserait le début et la fin de la période applicable au rapport, comme le prévoit le paragraphe 2 de ces articles.

« *Premier rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles et rapports subséquents* »

Les articles 13.1, 32, 36, 38 et 40.13 du règlement précisent le calendrier des rapports d'assurance suivants :

- le premier rapport à produire à l'égard d'un indice de référence désigné suivant sa désignation;

- tout rapport subséquent.

Dans tous les cas, le rapport doit être fourni à l'administrateur de l'indice de référence désigné au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable au rapport.

S'agissant du premier rapport d'assurance établi à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné avec contributeur d'indice de référence, la période applicable débute trois mois et un jour après la désignation du taux et prend fin six mois après celle-ci, l'objectif étant que le premier rapport couvre une période rétrospective de trois mois.

En ce qui concerne le premier rapport d'assurance établi à l'égard de tout autre indice de référence désigné, la période applicable débute neuf mois et un jour après la désignation de l'indice et prend fin 12 mois après celle-ci, de sorte que le premier rapport couvre également une période rétrospective de trois mois.

Pour ce qui est d'un indice de référence essentiel désigné ou d'un indice de référence de marchandises désigné, un rapport d'assurance subséquent doit être fourni tous les 12 mois. La période applicable débute un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se termine 12 mois après la fin de celle-ci, le but étant qu'un rapport couvrant une période de 12 mois soit fourni chaque année suivant la production du premier rapport.

Enfin, dans le cas d'un taux d'intérêt de référence désigné ou de tout autre indice de référence désigné (sauf un indice de référence essentiel désigné ou un indice de référence de marchandises désigné), un rapport d'assurance subséquent est exigé tous les 24 mois. La période applicable débute 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se termine 24 après celle-ci, afin qu'un rapport couvrant une période de 12 mois soit fourni tous les deux ans après la production du premier rapport.

« Exemples »

À titre d'exemple de rapport d'assurance subséquent requis tous les 12 mois, le paragraphe 2 de l'article 32 du règlement vise l'indice de référence essentiel désigné et dispose que, pour l'application du paragraphe 1 de ce même article, la période applicable au rapport est la suivante :

- dans le cas du premier rapport, la période débutant neuf mois et un jour après la désignation de l'indice et se terminant 12 mois après celle-ci;

- dans le cas de tout rapport subséquent, la période débutant un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 12 mois après la fin de celle-ci.

Premier rapport

- Un indice de référence essentiel assujéti à l'article 32 du règlement est désigné le 30 juin 2026.

- La date qui tombe neuf mois et un jour après le 30 juin 2026 est le 1^{er} avril 2027.

- La date qui tombe 12 mois après le 30 juin 2026 est le 30 juin 2027.

- La période applicable au premier rapport s'étend donc du 1^{er} avril 2027 au 30 juin 2027.

Prochain rapport subséquent

- La date qui tombe un jour après le 30 juin 2027 est le 1^{er} juillet 2027.
- La date qui tombe 12 mois après le 30 juin 2027 est le 30 juin 2028.
- La période applicable au prochain rapport subséquent s'échelonne donc du 1^{er} juillet 2027 au 30 juin 2028.

Comme exemple de rapport d'assurance subséquent exigé tous les 24 mois, le paragraphe 2 de l'article 13.1 du règlement concerne l'indice de référence désigné qui n'est pas un indice de référence essentiel désigné, un taux d'intérêt de référence désigné ou un indice de référence de marchandises désigné et dispose que, pour l'application du paragraphe 1 de ce même article, la période applicable au rapport est la suivante :

- dans le cas du premier rapport, la période qui débute neuf mois et un jour après la désignation de l'indice et prend fin 12 mois après celle-ci;
- dans le cas de tout rapport subséquent, la période qui débute 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se termine 24 mois après la fin de celle-ci.

Premier rapport

- Un indice de référence assujetti à l'article 13.1 du règlement est désigné le 30 juin 2026.
- La date qui tombe neuf mois après le 30 juin 2026 est le 1^{er} avril 2027.
- La date qui tombe 12 mois après le 30 juin 2026 est le 30 juin 2027.
- La période applicable au premier rapport s'étend donc du 1^{er} avril 2027 au 30 juin 2027.

Prochain rapport subséquent

- La date qui tombe 12 mois et un jour après le 30 juin 2027 est le 1^{er} juillet 2028.
- La date qui tombe 24 mois après le 30 juin 2027 est le 30 juin 2029.
- La période applicable au prochain rapport subséquent s'échelonne donc du 1^{er} juillet 2028 au 30 juin 2029. ».

2. Le chapitre 8 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans la section 2 et sous l'intitulé « **Paragraphe 1 de l'article 36 – Rapport d'assurance à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné** », du premier alinéa par les suivants :

« Le paragraphe 1 de l'article 36 du règlement dispose que l'administrateur d'indice de référence désigné doit engager un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance

raisonnable sur les contrôles concernant son respect de certains articles du règlement et de la méthodologie de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre.

« En vertu du chapitre 23 du règlement, tout taux d'intérêt de référence désigné avec contributeur d'indice de référence doit être accompagné d'un code de conduite des contributeurs. Il est attendu que ce code soit mis en œuvre rapidement après la désignation du taux, vu l'obligation de fournir le premier rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné, prévue au sous-paragraphe *i* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 36 du règlement, et celle de le fournir sur le contributeur d'indice de référence, prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 38. ».

3. Le chapitre 8.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le sixième point d'énumération de la rubrique intitulée « **Publication de l'information** », de « rapport d'assurance limitée ou d'un rapport d'assurance raisonnable » par « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa de la rubrique intitulée « **Paragraphes 3 et 4 de l'article 40.1 – Indices de référence de marchandises désignés qui sont également des indices de référence fondés sur des données réglementées désignés** », de « remettre un rapport d'assurance » par « transmettre un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles »;

3° par la suppression de la rubrique intitulée « **Article 40.13 – Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné** ».

M.O., 2026-08**Order number V-1.1-2026-08 of the Minister of Finance dated April 16, 2026**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators

WHEREAS the first and the second paragraphs of section 186.2.0.1 provide that the *Autorité des marchés financiers* may, in accordance with the criteria and conditions determined by regulation, designate a benchmark and the administrator of that benchmark as being subject to the Securities Act (chapter V-1.1) and that in addition, it may, by regulation, prescribe requirements in respect of a person who provides information or data applied to establish a designated benchmark;

WHEREAS paragraphs 1, 3, 9.3, 9.5, 9.6, 19, 19.1 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS section 333 of the said Act provides, more particularly, that the *Autorité des marchés financiers* may establish various classes of persons, securities and transactions and prescribe appropriate rules for each class in exercising its regulatory powers;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators was approved by ministerial order no. 2021-07 dated 23 June 2021 (2021, G.O. 2, 2586);

WHEREAS there is cause to amend this Regulation;

WHEREAS in accordance with the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act, the draft regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 23, no. 7 of 19 February 2026;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 24 March 2026, by the decision no. 2026-PDG-0013, Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators;

WHEREAS there is cause to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators appended hereto.

April 16, 2026

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION TO AMEND REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 186.2.0.1, s. 331.1, par. (1), (3), (9.3), (9.5), (9.6), (19), (19.1) and (34), and s. 333).

1. Section 1 of Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators (chapter V-1.1, r. 8.2) is amended, in paragraph (1):

(1) by striking out the definitions of “CSAE 3000”, “CSAE 3001”, “CSAE 3530”, “CSAE 3531” and “ISAE 3000”;

(2) by striking out the definition of “limited assurance report on compliance”;

(3) by replacing the definition of “reasonable assurance report on compliance” by the following:

““reasonable assurance report on controls” means a report prepared on a reasonable assurance basis

(a) by a public accountant, on the statement of an individual or management of a person, as applicable, that

(i) relates to the description, design and implementation of policies, procedures and controls by the individual or management with respect to applicable subject requirements, and

(ii) states whether those policies, procedures and controls operated effectively over the applicable period, and

(b) in accordance with

(i) the Handbook, or

(ii) International Standards on Assurance Engagements set by the International Auditing and Assurance Standards Board, as amended from time to time;”;

(4) in the definition of “subject requirements”:

(a) by inserting, in the text preceding subparagraph (a), the following subparagraph:

“(a.0) paragraphs 13(1)(a) and (b)”;

(b) by replacing “(a) and (b)”, in subparagraphs (c) and (d), by “(a), (b) and (c)”.

2. Section 5 of the Regulation is amended by replacing “, a public accountant’s limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance”, in subparagraph (b) of paragraph (2), by “or a reasonable assurance report on controls”.

3. Section 7 of the Regulation is amended by replacing “, or any public accountant’s limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance”, in subparagraphs (f) and (g) of paragraph (8), by “or any reasonable assurance report on controls”.

4. The Regulation is amended by inserting, after section 13, the following:

“Assurance report on designated benchmark administrator

13.1. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated benchmark it administers that is not a designated critical benchmark, a designated interest rate benchmark or a designated commodity benchmark, relating to

(a) the designated benchmark administrator’s compliance with sections 5, 8 to 16 and 26, and

(b) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 24 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.”.

5. Sections 32 and 33 of the Regulation are replaced by the following:

“Assurance report on designated benchmark administrator

32. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated critical benchmark it administers, relating to

(a) the designated benchmark administrator’s compliance with sections 5, 8 to 16 and 26, and

(b) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated critical benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing on the first day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 12 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

“Assurance report on benchmark contributor requested by oversight committee

33. (1) If requested by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern relating to a benchmark contributor to a designated critical benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls relating to

(a) the benchmark contributor’s compliance with section 24, and

(b) whether the benchmark contributor follows the methodology of the designated critical benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is 3 months, 6 months, 9 months or 12 months, as specified in a request referred to in that subsection.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the benchmark contributor not later than 90 days after a request referred to in that subsection.

(4) For the purposes of subsection (1), a benchmark contributor must, not later than 100 days after a request of the oversight committee referred to in that subsection, deliver a copy of a report referred to in that subsection to

(a) the oversight committee,

(b) the board of directors of the designated benchmark administrator that established the oversight committee referred to in paragraph (a), and

(c) the regulator or securities regulatory authority.”.

6. Sections 36 to 38 of the Regulation are replaced by the following:

“Assurance report on designated benchmark administrator

36. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated interest rate benchmark it administers, relating to

(a) the designated benchmark administrator’s compliance with sections 5, 8 to 16, 26 and 34,

(b) for a benchmark with a benchmark contributor, the designated benchmark administrator’s compliance with section 23, and

(c) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated interest rate benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is:

(a) in the case of a first report,

(i) for a benchmark with a benchmark contributor, the period commencing 3 months and one day after the date of designation of the benchmark and ending 6 months after that date, or

(ii) for a benchmark without a benchmark contributor, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of the benchmark and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 24 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

“Assurance report on benchmark contributor requested by oversight committee

37. (1) If requested by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern relating to a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls relating to

(a) the benchmark contributor’s compliance with sections 24 and 39,

(b) whether the benchmark contributor follows the methodology of the designated interest rate benchmark, and

(c) the benchmark contributor’s compliance with the code of conduct referred to in section 23.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is 3 months, 6 months, 9 months or 12 months, as specified in a request referred to in that subsection.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the benchmark contributor not later than 90 days after a request referred to in that subsection.

(4) For the purposes of subsection (1), a benchmark contributor must, not later than 100 days after a request of the oversight committee referred to in that subsection, deliver a copy of a report referred to in that subsection to

(a) the oversight committee,

(b) the board of directors of the designated benchmark administrator that established the oversight committee referred to in paragraph (a), and

(c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

“Assurance report on benchmark contributor required at certain times

38. (1) A benchmark contributor to a designated interest rate benchmark must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls relating to

(a) the benchmark contributor’s compliance with sections 24 and 39,

(b) whether the benchmark contributor follows the methodology of the designated interest rate benchmark, and

(c) the benchmark contributor’s compliance with the code of conduct referred to in section 23.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 3 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 6 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 24 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the benchmark contributor not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a benchmark contributor must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

(a) the oversight committee referred to in section 7,

(b) the board of directors of the designated benchmark administrator that established the oversight committee referred to in paragraph (a), and

(c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.”

7. Section 39 of the Regulation is amended by replacing “limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance”, in subparagraph (b) of paragraph (8), by “reasonable assurance report on controls”.

8. Section 40.13 of the Regulation is replaced by the following:

“Assurance report on designated benchmark administrator

40.13. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated commodity benchmark it administers, relating to

(a) the designated benchmark administrator’s compliance with subsection 5(1) and sections 11 to 13, 40.3, 40.4, 40.6, 40.7, and 40.9 to 40.12, and

(b) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated commodity benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 12 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.”

9. The Regulation is amended by replacing all occurrences of “limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance”, in sections 24, 26 and 40.11, by “reasonable assurance report on controls”.

Transition

Applicable period of first report – designated interest rate benchmark without a benchmark contributor

10. Despite subparagraph (ii) of subparagraph (a) of paragraph (2) of section 36 of the Regulation, as enacted by this Regulation, if a designated interest rate benchmark without a benchmark contributor was designated before the coming into force of this Regulation, the

applicable period of the first report referred to in subparagraph (ii) of subparagraph (a) of paragraph (2) of section 36, as enacted by this Regulation, is the period commencing on 1 May 2025 and ending on 30 April 2026.

First report – designated interest rate benchmark without a benchmark contributor

11. Despite paragraph (3) of section 36 of the Regulation, as enacted by this Regulation, if a designated interest rate benchmark without a benchmark contributor was designated before the coming into force of this Regulation, the engagement referred to in paragraph (1) of section 36, as enacted by this Regulation, must require the public accountant to provide the first report referred to in paragraph (3) of section 36, as enacted by this Regulation, to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the coming into force of this Regulation.

Publication and delivery of first report – designated interest rate benchmark without a benchmark contributor

12. Despite paragraph (4) of section 36 of the Regulation, if a designated interest rate benchmark without a benchmark contributor was designated before the coming into force of this Regulation, a designated benchmark administrator must publish and deliver the first report referred to in paragraph (4) of section 36, as enacted by this Regulation, to the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority not later than 100 days after the coming into force of this Regulation.

Effective date

13. This Regulation comes into force on 5 May 2026.

108101



CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS

1. Part 1 of *Policy Statement to Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators* is changed, under the heading “**Definitions and Interpretation**”:

(1) by replacing “s. 1(3)”, in the second paragraph under the item “**Subsection 1(1) – Definition of input data**”, by “subsection 1(3)”;

(2) by replacing the item “**Subsection 1(1) – Definitions of limited assurance report on compliance and reasonable assurance report on compliance**” by the following:

“Subsection 1(1) – Definition of reasonable assurance report on controls

A “reasonable assurance report on controls” must be prepared in accordance with the applicable Canadian Standard on Assurance Engagements (CSAE) under the Handbook or the applicable International Standard on Assurance Engagements (ISAE). The applicable CSAE and ISAE require that any public accountant that prepares such a report be independent.

In the Regulation, “Handbook” has the meaning set out in *Regulation 14-101 respecting Definitions*.

A reasonable assurance report on controls is required, as applicable, by sections 13.1, 32, 33, 36, 37, 38 and 40.13 of the Regulation.

- The definition of “reasonable assurance report on controls” refers to “applicable subject requirements”. The term “subject requirements” is defined in subsection 1(1) of the Regulation and refers to paragraphs 13.1(1)(a) and (b), 32(1)(a) and (b), 33(1)(a) and (b), 36(1)(a), (b) and (c), 37(1)(a), (b) and (c), 38(1)(a), (b) and (c) and 40.13(1)(a) and (b) of the Regulation.

- The reference to “12 months” in paragraphs 32(2)(b) and 40.13(2)(b) of the Regulation refers to a period of 12 consecutive months and does not need to correspond to a calendar year or a financial year of a designated benchmark administrator.

- The definition of “reasonable assurance report on controls” refers to “applicable period” (which is relevant for the reference to “the applicable period for the report” in subsections 13.1(2), 32(2), 33(2), 36(2), 37(2), 38(2) and 40.13(2) of the Regulation). In the future, we will generally plan to arrange for any future designation of a benchmark to occur at the end of a month, in order to facilitate the applicable periods for future assurance reports required under the Regulation for the designated benchmark.

- In the case of a reasonable assurance report on controls requested by an oversight committee under section 33 or 37 of the Regulation, the oversight committee would specify the beginning and the end of the applicable period for the report, as contemplated by subsections 33(2) and 37(2) of the Regulation, respectively.

“First and subsequent reasonable assurance report on controls

Sections 13.1, 32, 36, 38 and 40.13 of the Regulation specify the timing for:

- the first assurance report for a designated benchmark after its designation, and
- any subsequent assurance report.

In all cases, the report must be provided to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period for the report.

In the case of the first assurance report for a designated interest rate benchmark with a benchmark contributor, the applicable period commences 3 months and one day after the designation of the benchmark and ends 6 months after the designation of the benchmark. This is intended to result in a first report covering a three-month “look-back” period.

In the case of the first assurance report for any other designated benchmark, the applicable period commences 9 months and one day after the designation of the benchmark and ends 12 months after the designation of the benchmark. This is intended to result in a first report covering a three-month “look-back” period.

For a designated critical benchmark and a designated commodity benchmark, a subsequent assurance report is required every 12 months. The applicable period commences one day after the end of the applicable period of the prior report and ends 12 months after the end of the applicable period of the prior report. This is intended to result in a reasonable assurance report covering a 12-month period provided each year following the first report.

For a designated interest rate benchmark and any other designated benchmark (other than a designated critical benchmark and a designated commodity benchmark), a subsequent assurance report is required every 24 months. The applicable period commences 12 months and one day after the end of the applicable period of the prior report and ends 24 months after the end of the applicable period of the prior report. This is intended to result in a reasonable assurance report covering a 12-month period provided every other year following the first report.

“Examples

As an example of a subsequent assurance report required every 12 months, subsection 32(2) of the Regulation applies to designated critical benchmarks and provides that for purposes of subsection 32(1) of the Regulation, the applicable period for the report is:

- in the case of the first report for a designated critical benchmark, the period commencing 9 months and one day after the designation of the benchmark and ending 12 months after the designation of the benchmark, and
- in the case of any subsequent report for a designated critical benchmark, the period commencing one day after the end of the applicable period for the prior report and ending 12 months after the end of the applicable period for the prior report.

First report

- A critical benchmark subject to section 32 of the Regulation is designated on June 30, 2026.
- 9 months and one day after June 30, 2026 is April 1, 2027.
- 12 months after June 30, 2026 is June 30, 2027.
- The applicable period for the first report is April 1, 2027 to June 30, 2027.

Next subsequent report

- One day after June 30, 2027 is July 1, 2027.

- 12 months after June 30, 2027 is June 30, 2028.
- The applicable period for the next subsequent report is July 1, 2027 to June 30, 2028.

As an example of a subsequent assurance report required every 24 months, subsection 13.1(2) of the Regulation applies to a designated benchmark that is not a designated critical benchmark, a designated interest rate benchmark or a designated commodity benchmark and provides that for the purposes of subsection 13.1(1) of the Regulation, the applicable period for the report is:

- in the case of the first report for a designated benchmark, the period commencing 9 months and one day after the designation of the benchmark and ending 12 months after the designation of the benchmark, and
- in the case of any subsequent report for a designated benchmark, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period for the prior report and ending 24 months after the end of the applicable period for the prior report.

First report

- A benchmark subject to section 13.1 of the Regulation is designated on June 30, 2026.
- 9 months and one day after June 30, 2026 is April 1, 2027.
- 12 months after June 30, 2026 is June 30, 2027.
- The applicable period for the first report is April 1, 2027 to June 30, 2027.

Next subsequent report

- 12 months and one day after June 30, 2027 is July 1, 2028.
- 24 months after June 30, 2027 is June 30, 2029.
- The applicable period for the next subsequent report is July 1, 2028 to June 30, 2029.”.

2. Part 8 of the Policy Statement is changed by replacing the first paragraph, in division 2 and under the heading “**Subsection 36(1) – Assurance report for designated interest rate benchmark**”, by the following:

“Subsection 36(1) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, relating to the designated benchmark administrator's compliance with certain sections of the Regulation and whether the designated benchmark administrator follows the methodology of each designated interest rate benchmark it administers.

“Section 23 of the Regulation requires that a designated interest rate benchmark with a benchmark contributor must have a code of conduct for benchmark contributors. We expect that code of conduct to be in place soon after the designation of the benchmark, given the requirement for a first assurance report in respect of a designated benchmark administrator in subparagraph 36(2)(a)(i) of the Regulation and a benchmark contributor in paragraph 38(2)(a) of Regulation.”.

3. Part 8.1 of the Policy Statement is changed:

(1) by replacing “limited assurance report or a reasonable assurance report”, in the sixth bullet of the first paragraph under the heading “**Publication of information**”, by “reasonable assurance report on controls”;

(2) by replacing “an assurance report”, in the second paragraph under the heading “**Subsections 40.1(3) and (4) – Dual designation as a commodity benchmark and a regulated-data benchmark**”, by “a reasonable assurance report on controls”;

(3) by striking out the item “**Section 40.13 – Assurance report on designated benchmark administrator**”.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
MINES D'OR ET DE CUIVRE NEWBASKA LTÉE	2026-IC-1028061	2026-04-16	5 000,00 \$

6.4.2 Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les*

valeurs mobilières. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 Règlement sur les valeurs mobilières (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
LABATEYA, WASSIM	FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER MARGAUX	2026-IC-1027665	2026-04-16	100,00 \$
LAPLANTE, PIER-LUC	ORBIT GARANT DRILLING INC.	2026-IC-1027686	2026-04-16	1 300,00 \$
MECKLAI, KARIM	ELIXXER LTÉE.	2026-IC-1027551	2026-04-16	200,00 \$
ORBIT GARANT DRILLING INC.	ORBIT GARANT DRILLING INC.	2026-IC-1027274	2026-04-16	600,00 \$

6.4.3 Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 Émetteurs assujettis

Aucune information.

6.4.3.2 Initiés

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'AMF en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
BROMPTON LIFECO SPLIT CORP.	2026-04-23	Ontario
FNB SAVVYLONG (2X) HOOD FNB SAVVYLONG (2X) META FNB SAVVYLONG (2X) PLTR	2026-04-28	Ontario
FONDS OAK HILL GMO QUALITY	2026-04-22	Ontario
GREEN BRIDGE METALS CORPORATION	2026-04-22	Colombie-Britannique
ROCK TECH LITHIUM INC.	2026-04-27	Ontario
STRACON GROUP HOLDING INC.	2026-04-28	Ontario
SUN SUMMIT MINERALS CORP.	2026-04-22	Colombie-Britannique

¹ Si l'AMF agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'AMF en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport*. Il contient également la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu pour lequel le visa est réputé octroyé par l'AMF en vertu du paragraphe 1 de l'article 9B.5 du *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*:

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
ATS CORPORATION		2026-04-27	Ontario
FONDS ALTERNATIF DE CROISSANCE MULTISTRATÉGIE PENDER	2026-04-28		Colombie-Britannique
FONDS BONIFIÉ NORD AMÉRICAIN DE VALEUR RBC	2026-04-24		Ontario
FONDS BONIFIÉ QUANTITATIF LEADERS DE DIVIDENDES AMÉRICAINS RBC			
FONDS BONIFIÉ QUANTITATIF LEADERS DE DIVIDENDES CANADIENS RBC			
FONDS D' ACTIONS AMÉRICAINES DE BASE DE SOCIÉTÉS À MOYENNE CAPITALISATION RBC			
FONDS D' ACTIONS AMÉRICAINES DE SOCIÉTÉS À MOYENNE CAPITALISATION QUBE RBC			
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES DE SOLUTIONS FUTURES VISION RBC			
FONDS DE CRÉDIT À REVENU ÉLEVÉ BLUEBAY			
FONDS SPÉCIFIQUE			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
D'ACTIONS AMÉRICAINES RBC			
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ ÉCHELONNÉES 1 5 ANS CIBC	2026-04-23		Ontario
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ ÉCHELONNÉES 1 5 ANS CIBC			
FONDS DE RENDEMENT D'ACTIONS STRUCTURÉ CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2028 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2029 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2030 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2031 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2028 CIBC			
GLOBAL X ACTIVE U.S. DIVIDEND ETF	2026-04-22		Ontario
GLOBAL X ALL-IN-ONE COMMODITY PRODUCERS EQUITY COVERED CALL ETF			
GLOBAL X ALL-IN-ONE COMMODITY PRODUCERS EQUITY ETF			
GLOBAL X ENHANCED ALL-IN-ONE COMMODITY PRODUCERS EQUITY COVERED CALL ETF			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
GLOBAL X ENHANCED SILVER MINERS COVERED CALL ETF			
GLOBAL X SILVER MINERS COVERED CALL ETF			
GLOBAL X SILVER MINERS INDEX ETF			
GLOBAL X SPACE TECH INDEX ETF			
GLOBAL X U.S. INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT INDEX ETF			
GLOBAL X URANIUM COVERED CALL ETF			
LUMINA METALS CORP.	2026-04-24		Colombie-Britannique

¹ (EEBC) : Émetteur établi bien connu.

² Si l'AMF agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'AMF en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport*. Il contient également la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu pour laquelle le visa de modification du prospectus est réputé octroyé par l'AMF en vertu du paragraphe 2 de l'article 9B.5 du *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
FONDS ACTIF D' ACTIONS INTERNATIONALES BNI	2026-04-15		Québec - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve-et-Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
FONDS D' ACTIONS MONDIALES SMARTDATA BNI			
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES DE CROISSANCE BNI			
FONDS D' ACTIONS DE MARCHÉS ÉMERGENTS DIVERSIFIÉ BNI			
FONDS INDICIEL D ACTIONS AMÉRICAINES BNI			
FONDS INDICIEL D ACTIONS CANADIENNES BNI			
FONDS INDICIEL D ACTIONS INTERNATIONALES BNI			
FONDS INDICIEL D' OBLIGATIONS CANADIENNES BNI			
PORTEFEUILLE MÉRITAGE FNB TACTIQUE ACTIONS			
PORTEFEUILLE MÉRITAGE FNB TACTIQUE CROISSANCE			
PORTEFEUILLE MÉRITAGE FNB TACTIQUE ÉQUILIBRÉ			
PORTEFEUILLE MÉRITAGE FNB TACTIQUE MODÉRÉ			
FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES SERVICES PUBLICS (AUPARAVANT, FNB HARVEST ÉQUIPONDÉRÉ DE REVENU SERVICES PUBLICS MONDIAUX)	2026-04-24		Ontario
FNB HARVEST DE REVENU AMÉLIORÉ LEADERS DES			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
SERVICES PUBLICS (AUPARAVANT, FNB HARVEST ÉQUIPONDÉRÉ DE REVENU AMÉLIORÉ SERVICES PUBLICS MONDIAUX) FNB HARVEST DE REVENU AMÉLIORÉ LEADERS DES TECHNOLOGIES (AUPARAVANT, FNB HARVEST DE REVENU AMÉLIORÉ CHEFS DE FILE DES TECHNOLOGIES)			
FNB INDICIEL SÉCURITÉ NUMÉRIQUE CI FNB INDICIEL MOMENTUM AMÉLIORÉ AMÉRICAIN CI FNB DE TITRES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE MONDIAUX CI FNB DE RÉPARTITION DE L'ACTIF EN ACTIONS CI FNB ALPHA INNOVATION MONDIALE CI	2026-04-22		Ontario
FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES ACTIONS AMÉRICAINES (AUPARAVANT, FNB HARVEST DE REVENU MARQUES DOMINANTES PLUS) FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES TECHNOLOGIES (AUPARAVANT, FNB HARVEST DE CROISSANCE ET DE REVENU CHEFS DE FILE DES TECHNOLOGIES) FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES FPI (AUPARAVANT, FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES FPI MONDIALES) FNB HARVEST DE REVENU	2026-04-24		Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
<p>LEADERS DE L'ÉNERGIE (AUPARAVANT, FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DE L'ÉNERGIE PLUS)</p> <p>FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES DIVIDENDES CANADIENS (AUPARAVANT, FNB HARVEST DE REVENU LEADERS DES ACTIONS CANADIENNES)</p>			
FONDS DE REVENU À COURT TERME CIBC	2026-04-22		Ontario
FONDS CANADIEN D'OBLIGATIONS CIBC			
FONDS À REVENU MENSUEL CIBC			
FONDS MONDIAL À REVENU MENSUEL CIBC			
FONDS ÉQUILIBRÉ CIBC			
FONDS DE REVENU DE DIVIDENDES CIBC			
FONDS D' ACTIONS MONDIALES CIBC			
FONDS D' ACTIONS EUROPÉENNES CIBC			
FONDS DURABLE D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE BASE PLUS CIBC			
FONDS DURABLE D' ACTIONS CANADIENNES CIBC			
FONDS DURABLE D' ACTIONS MONDIALES CIBC			
SOLUTION DURABLE ÉQUILIBRÉE PRUDENTE CIBC			
SOLUTION DURABLE			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
ÉQUILBRÉE CIBC			
SOLUTION DURABLE ÉQUILBRÉE DE CROISSANCE CIBC			
SOLUTION DE REVENU INTELLI CIBC			
SOLUTION ÉQUILBRÉE DE REVENU INTELLI CIBC			
SOLUTION ÉQUILBRÉE INTELLI CIBC			
SOLUTION ÉQUILBRÉE DE CROISSANCE INTELLI CIBC			
SOLUTION DE CROISSANCE INTELLI CIBC			
FONDS ÉQUILBRÉ DURABLE MONDIAL NEI	2026-04-23		Ontario
FONDS DE DIVIDENDES CANADIENS NEI			
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES ER NEI			

¹ (EEBC) : Émetteur établi bien connu.

² Si l'AMF agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'AMF un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières. Il contient également la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'AMF un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu pour lequel un visa est réputé avoir été octroyé par l'AMF :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-23	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-03-25	2024-09-19
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-25	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-03-26	2025-05-29
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-24	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-25	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-26	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-27	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-27	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-27	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-27	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-27	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-27	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-30	2024-06-27
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-20	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-23	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-24	2024-03-15
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-25	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-26	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-03-26	2025-03-31
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-03-26	2025-03-31
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-25	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-26	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-26	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-26	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-26	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-30	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-25	2024-09-09

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-26	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-26	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-26	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-26	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-26	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-03-26	2024-09-09
407 INTERNATIONAL INC.	2026-04-01	2026-03-25
407 INTERNATIONAL INC.	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-03-31	2024-06-27
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-31	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-01	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-31	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-31	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-31	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-31	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-03-31	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-01	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-02	2026-03-12
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-03-30	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-02	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-07	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-07	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-07	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-07	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-07	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-09	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-10	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-10	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-07	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-08	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-09	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-10	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-13	2026-03-12
NOUVEAU MONDE GRAPHITE INC.	2026-04-13	2025-12-05
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-04-17	2025-09-10
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-10	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-20	2026-03-25
BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT LTD.	2026-04-14	2026-02-10
BROOKFIELD FINANCE II INC.	2026-04-16	2025-12-19
BROOKFIELD FINANCE II INC.	2026-04-16	2025-12-19
EQB INC.	2026-04-20	2024-08-26
ISOENERGY LTD.	2026-04-17	2026-01-13
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-04-20	2026-03-12

¹ (EEBC) : Émetteur établi bien connu.

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Aucune information.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'AMF publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les

émetteurs concernés. L'AMF ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ADMORE CAPITAL GROUP LIMITED PARTNERSHIP	2026-02-27 au 2026-03-06	620 000 \$
ANTRIM BALANCED MORTGAGE FUND LTD.	2026-04-16 au 2026-04-23	6 227 081 \$
AON GLOBAL PRIVATE INFRASTRUCTURE FUND	2026-04-15	38 000 070 \$
ARXIS, INC.	2026-04-17	16 998 428 \$
AVENUE 31 CAPITAL INC.	2026-04-14 au 2026-04-16	2 673 699 \$
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-04-22	124 800 \$
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-04-13	6 394 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	4 113 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-21	6 000 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	1 669 920 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	2 000 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-21	2 730 600 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-06	4 174 800 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-08	2 140 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-21	6 000 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2 776 275 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-21	2 125 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-20	2 125 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-16	2 125 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-04-20	2 175 000 \$
BASECAMP OPPORTUNITY FUND TRUST	2025-09-26	1 065 514 \$
BASECAMP OPPORTUNITY FUND TRUST	2025-06-27 au 2025-07-04	1 242 615 \$
BLACK IRON INC.	2026-04-17	2 610 000 \$
BORON ONE HOLDINGS INC.	2026-04-20	795 500 \$
BP LP	2026-04-14	260 800 000 \$
BPCE S.A.	2026-04-15	700 000 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
BPEA PRIVATE EQUITY FUND IX (NO. 2), SCSP	2026-04-13	24 171 000 \$
BPEA PRIVATE EQUITY FUND IX, SCSP	2026-04-13	18 991 500 \$
BX PURE INDUSTRIAL ISSUER TRUST CANADA (FORMERLY, PURE INDUSTRIAL ISSUER TRUST CANADA)	2026-04-15	238 230 000 \$
CLEAR BLUE TECHNOLOGIES INTERNATIONAL INC.	2026-01-30	790 200 \$
COMPREHENSIVE HEALTHCARE SYSTEMS INC. (FORMERLY, GREENSTONE CAPITAL CORP.)	2026-04-13	1 959 600 \$
CPPIB CAPITAL INC.	2026-04-15	440 722 257 \$
CULLINAN METALS CORP.	2026-04-13	639 940 \$
DATAMETREX AI LIMITED	2025-12-18	5 500 000 \$
ECAPITAL BOND CORP.	2026-04-17 au 2026-04-24	6 816 780 \$
ESGOLD CORP.	2026-04-01	13 750 \$
EXTENDICARE INC.	2026-04-14	450 000 000 \$
F3 URANIUM CORP.	2026-04-17	5 549 000 \$
FONDS HYPOTHÉCAIRE GREYSTONE TD	2026-04-13	133 913 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
FORUM 15 OBLATS PIV LP	2026-04-17	1 919 914 \$
FORUM 601 SCOTTSDALE PHASE 2 PIV LP	2026-04-17	4 202 540 \$
FORUM QUAD PHASE 3 PIV LP	2026-04-17	1 960 541 \$
FOUR NINES GOLD INC.	2026-04-17	2 857 833 \$
GIMLET HOLDINGS, LP	2026-04-16	5 484 000 \$
HARBOUR HIGH YIELD MORTGAGE INVESTMENT TRUST	2026-04-17	4 350 000 \$
HASBRO	2026-03-12	25 801 240 \$
HOLMES & ASSOCIATES REALTY TRUST	2026-04-15	189 079 \$
LEVELJUMP HEALTHCARE CORP. FORMERLY GOOD2GO2 CORP.	2026-04-16	719 000 \$
LIFE INSURANCE LIQUIDITY OPTIONS LP	2026-04-23	75 000 \$
MADISON AIR SOLUTIONS CORPORATION	2026-04-17	88 029 975 \$
MORGAN STANLEY	2026-04-17	874 060 000 \$
NEIGHBOURHOOD HOLDINGS INCOME TRUST I	2025-07-01	5 352 500 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
NEIGHBOURHOOD HOLDINGS INCOME TRUST I	2025-12-01	3 579 305 \$
NEIGHBOURHOOD HOLDINGS INCOME TRUST I	2025-05-01	6 415 301 \$
NEWLOOK CAPITAL DENTAL SERVICES TRUST	2026-04-23	799 991 \$
NEWLOOK CAPITAL INDUSTRIAL AND INFRASTRUCTURE SERVICES FUND III	2026-04-23	1 196 444 \$
NOREA CAPITAL II, S.E.C.	2026-04-21	25 716 002 \$
NOVA SCOTIA POWER INCORPORATED	2026-04-17	300 000 000 \$
ORACLE CORPORATION	2026-02-04	1 074 101 509 \$
PEER CAPITAL CORPORATION	2026-04-14 au 2026-04-24	610 790 \$
PLATFORM ADVISOR, LLC	2026-04-16	6 842 \$
PLS GROUP LIMITED	2026-04-22	19 809 900 \$
PTX METALS INC.	2026-04-13 au 2026-04-17	2 334 550 \$
RESSOURCES KOBO INC.	2026-04-14	5 528 883 \$
RUSH GOLD CORP.	2026-04-17	612 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
SIGNATURE RESOURCES LTD.	2025-10-29	3 417 835 \$
SILVER CROWN ROYALTIES INC.	2026-04-15	4 500 006 \$
SKYLINE APARTMENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-04-15 au 2026-04-22	1 249 737 \$
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AXIUM INFRASTRUCTURE NA	2026-04-17	24 200 000 \$
SOMA GOLD CORP.	2025-08-15 au 2025-08-20	27 247 500 \$
SONORO GOLD CORP.	2026-04-24	12 200 000 \$
SYSCO CORPORATION	2026-02-13	47 427 212 \$
TERRA BALCANICA RESOURCES CORP.	2026-04-14	439 370 \$
THE DAILY KALE MARKET INC.	2026-04-21	56 500 \$
THERMO FISHER SCIENTIFIC INC.	2026-02-12	87 364 888 \$
VCCI 2023 FUND LP	2026-04-14	2 805 000 \$
VOLTA METALS LTD.	2026-04-20	2 500 000 \$
VORTEX METALS INC.	2026-04-08	474 900 \$
VVT MED INC. (FORMERLY, DXI CAPITAL CORP.)	2026-04-15 au 2026-04-21	1 438 721 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ARES SECONDARIES INFRASTRUCTURE SOLUTIONS III OFFSHORE, L.P.	2025-09-19 au 2025- 09-19	6 894 000 \$
BAIN CAPITAL SPECIAL SITUATIONS ASIA III (A), L. P.	2026-03-10 au 2026- 03-10	5 765 975 \$
BAM LONG SHORT EQUITY FUND	2025-01-01 au 2025- 12-31	21 171 021 \$
BOLD EQUITY FUND	2025-01-01 au 2025- 12-31	113 562 174 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ ALPHA D'ACTIONS AMÉRICAINES	2025-01-01 au 2025- 12-31	87 489 085 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ ALPHA D'ACTIONS INTERNATIONALES	2025-01-01 au 2025- 12-31	59 405 425 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ OBLIGATIONS CANADIENNES CI	2025-01-01 au 2025- 12-31	3 540 142 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS CI	2025-01-01 au 2025- 12-31	7 367 964 \$
COMPASS PRIVATE INVESTMENTS VI LP	2025-01-01 au 2025- 12-31	423 179 \$
CONVERIUM CAPITAL OFFSHORE FUND LTD.	2025-01-01 au 2025- 12-01	81 413 239 \$
EAST ONE COMMODITY FUND LTD.	2025-01-01 au 2025- 12-31	35 100 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ELEMENTUM ZEPHYRUS TOTAL RETURN CAT BOND FUND LTD.	2025-01-01 au 2025-05-01	4 260 200 \$
FGP CANADIAN EQUITY FUND	2025-01-02 au 2025-12-31	97 436 602 \$
FGP CORE PLUS BOND FUND	2025-01-03 au 2025-12-29	115 425 276 \$
FGP PREFERRED SHARE FUND	2025-01-03 au 2025-12-31	62 313 682 \$
FGP UNIVERSE BOND FUND	2025-01-03 au 2025-12-31	28 278 332 \$
FONDS ACCRÉDITIVE MEI II	2026-03-26 au 2026-03-26	6 809 500 \$
FONDS DGIA MARCHÉ MONÉTAIRE	2024-01-01 au 2024-12-31	247 203 968 \$
FONDS LOUISBOURG D' ACTIONS INTERNATIONALES (AUPARAVANT, FONDS EAEO LOUISBOURG)	2025-01-01 au 2025-12-31	23 308 800 \$
HUDSON BAY INTERNATIONAL FUND LTD.	2025-01-01 au 2025-12-31	343 150 637 \$
HUDSON BAY SPECIAL OPPORTUNITIES OFFSHORE FUND LP	2025-01-01 au 2025-12-31	150 704 198 \$
NEW HOLLAND SPECIAL OPPORTUNITIES AGGREGATOR LP	2025-01-01 au 2025-08-28	1 516 244 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
PGIF V USD FEEDER (LUXEMBOURG) SCSP	2026-02-03 au 2026-02-02	40 956 000\$
THE COLCHESTER LOCAL MARKETS BOND FUND	2025-02-06 au 2025-02-07	8 500 000\$
UBS (LUX) BOND SICAV - GLOBAL DYNAMIC	2025-01-01 au 2025-12-31	35 000 000 \$
UBS (LUX) EQUITY SICAV - GLOBAL SUSTAINABLE	2025-01-01 au 2025-12-31	1 400 000 \$
UBS (LUX) REAL ESTATE FUNDS SELECTION- GLOBAL	2025-01-01 au 2025-12-31	8 000 000 \$
UIT GROWTH EQUITY SERIES SPACEX VI LIMITED PARTNERSHIP	2025-12-10 au 2025-12-10	66 575 224 \$
WEALTHSIMPLE PRIVATE CREDIT FUND 1 TRUST	2025-01-03 au 2025-12-01	178 193 900 \$
WEALTHSIMPLE PRIVATE EQUITY FUND I	2025-01-03 au 2025-12-01	201 218 202 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ DE CROISSANCE D'ACTIONNAIRES CANADIENNES	2025-01-01 au 2025-12-31	33 306 711 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ DE REVENU FIXE STRATÉGIQUE	2025-01-01 au 2025-12-31	115 174 919 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ DE VALEUR D'ACTIONNAIRES INTERNATIONALES	2025-01-01 au 2025-12-31	69 345 267 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ D'OBLIGATIONS À RENDEMENT ÉLEVÉ CI	2025-01-01 au 2025-12-31	2 767 625 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ MARCHÉ MONÉTAIRE CI	2025-01-01 au 2025-12-31	1 266 952 252 \$
CFG CUSTOM PORTFOLIO CORPORATION – ANOMALY SHARE CLASS	2025-01-08 au 2025-12-31	6 001 219 \$
DUNCAN ROSS EQUITY FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	494 811 \$
FONDS ALPHA D' ACTIONS AMÉRICAINES	2025-01-01 au 2025-12-31	19 508 747 \$
FONDS ALPHA D' ACTIONS CANADIENNES	2025-01-01 au 2025-12-31	21 262 459 \$
FONDS D' ACTIONS DE MARCHES EMERGENTS	2025-01-01 au 2025-12-31	23 790 391 \$
FONDS D' ACTIONS MONDIALES	2025-01-01 au 2025-12-31	4 492 815 \$
FONDS DE VALEUR D' ACTIONS AMÉRICAINES	2025-01-01 au 2025-12-31	22 749 982 \$
FONDS DE VALEUR D' ACTIONS CANADIENNES	2025-01-01 au 2025-12-31	24 926 683 \$
FONDS DE VALEUR D' ACTIONS INTERNATIONALES	2025-01-01 au 2025-12-31	20 735 072 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
FONDS D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS CI	2025-01-01 au 2025-12-31	7 163 243 \$
FONDS FIERA IGP D'OBLIGATIONS PROVINCIALES 10-20 ANS	2025-01-01 au 2025-12-31	17 425 000 \$
FONDS REVENU MENSUEL NYMBUS	2025-01-01 au 2025-12-31	107 336 661 \$
FONDS ZERO 525	2025-01-01 au 2025-12-31	7 625 000 \$
ICAPITAL AQR APEX CANADIAN ACCESS FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	361 586 206 \$
LH PAMLI GLOBAL CREDIT CONVEXITY FUND (CAYMAN) LP	2025-01-01 au 2025-01-01	1 438 900 \$
PARTNERS GROUP ELEPHANT, L.P. INC.	2026-03-13 au 2026-03-13	480 060 \$
TPG AG CS NON-US HOLDINGS FUND III, L. P.	2025-11-20 au 2025-11-20	147 048 600 \$
VISION ONE ONSHORE FUND LP	2025-01-01 au 2025-12-31	9 261 400 \$
ARCHMORE INTERNATIONAL INFRASTRUCTURE FUND III - FUND B	2025-01-01 au 2025-12-31	2 390 696 \$
BOLD MORTGAGE FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	26 200 667 \$
CHORUS CAPITAL CREDIT FUND VI USD SCSP	2025-06-16 au 2025-09-30	200 283 683 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
CRC CRF VI (A), LTD.	2025-01-01 au 2025-12-31	56 736 836 \$
FONDS ACCRÉDITIVE MEI II	2026-04-16 au 2026-04-16	1 595 300 \$
FONDS ALTERNATIF D'OBLIGATIONS MONDIALES RP	2025-01-21 au 2025-12-31	14 065 863 \$
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES LOUISBOURG	2025-01-01 au 2025-12-31	51 100 478 \$
FONDS D' ACTIONS AMÉRICAINES WHITEHAVEN	2024-01-01 au 2024-12-31	9 976 019 \$
FONDS DGIA F ÉQUILIBRÉ PRUDENT	2025-01-01 au 2025-12-31	180 408 737 \$
FONDS QUANTITATIF D' ACTIONS CANADIENNES LOUISBOURG	2025-01-01 au 2025-12-31	21 834 973 \$
PACIFICA PARTNERS TACTICAL BALANCED FUND	2025-01-27 au 2025-12-29	8 196 254 \$
VCIM INCOME FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	9 505 714 \$
CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ DE REVENU FIXE CANADIEN	2025-01-01 au 2025-12-31	232 389 245 \$
FONDS FIERA GESTION INTÉGRÉE – OBLIGATIONS COURT ET MOYEN TERME ÉTHIQUE	2025-01-01 au 2025-12-31	112 509 223 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
GOOD EQUITY FUND	2025-01-07 au 2025-12-31	7 392 896 \$
GREENSKEEPER VALUE FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	2 601 680 \$
HAMILTON LANE SENIOR CREDIT OPPORTUNITIES CANADA (FEEDER) FUND	2025-01-02 au 2025-12-01	310 209 065 \$
MANITOU GLOBAL EQUITY FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	56 150 654 \$
MANITOU INCOME FUND	2025-01-01 au 2025-12-31	130 130 581 \$
NB SPECIALTY FINANCE INCOME FUND (CAD)	2025-01-01 au 2025-12-31	17 919 950 \$
PURPOSE IG BONDS PRIVATE CLASS	2025-05-16 au 2025-12-24	231 000 000 \$
PURPOSE IN-KIND EXCHANGE FUND	2025-01-02 au 2025-12-29	171 206 490 \$

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'AMF.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Aucune information.

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'AMF, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Avis de publication

Décision générale coordonnée 33-930 relative à la dispense des obligations de transmission de certains renseignements personnels en vertu du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*

(Texte de la décision publiée à la section 3.8.4 du présent bulletin)

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION**RAPPORTS TRIMESTRIELS**

	Date du document
ALPHINAT INC.	2026-02-28
AMERICAN EXPRESS COMPANY	2026-03-31
ARC RESOURCES LTD.	2026-03-31
AT&T INC.	2026-03-31
C3 METALS INC.	2026-02-28
CARDS II TRUST	2026-02-28
CELESTICA INC.	2026-03-31
CIBC ALTERNATIVE CREDIT STRATEGY	2026-02-28
CORPORATION D'ACQUISITION ALBATROS INC.	2026-02-28
CORPORATION LITHIUM ÉLÉMENTS CRITIQUES	2026-02-28
EXPLORATION AZIMUT INC.	2026-02-28
FONDS À RENDEMENT FLEXIBLE RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS ACCENT MONDIAL RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS CHINE PLUS RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS COMMUN CANADIEN DE BASE GESTION PRIVÉE CIBC	2026-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
FONDS COMMUN CANADIEN DE CROISSANCE DES DIVIDENDES GESTION PRIVÉE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN D' ACTIONS AMÉRICAINES DE BASE GESTION PRIVÉE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN D' ACTIONS CANADIENNES DE BASE GESTION PRIVÉE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN DE BASE DE TITRES À REVENU FIXE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN DE BASE PLUS DE TITRES À REVEU FIXE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN DE RENDEMENT AMÉRIQUE DU NORD GESTION PRIVÉE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN DE RENDEMENT D' ACTIONS D' AMÉRIQUE DU NORD GESTION PRIVÉE CIBC	2026-02-28
FONDS COMMUN PRUDENT DE TITRES À REVENU FIXE CIBC	2026-02-28
FONDS D' INNOVATION MONDIALE RENAISSANCE (AUPARAVANT LE FONDS DE SCIENCES ET DE TECHNOLOGIES MONDIAL RENAISSANCE)	2026-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2028 CIBC	2026-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2029 CIBC	2026-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2030 CIBC	2026-02-28
FONDS D' ACTIONS AMÉRICAINES DE CROISSANCE NEUTRE EN DEVICES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D' ACTIONS AMÉRICAINES DE CROISSANCE RENAISSANCE	2026-02-28

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES DE VALEUR RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'ACTIONS CANADIENNES TOUTES CAPITALISATIONS RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'ACTIONS INTERNATIONALES NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'ACTIONS INTERNATIONALES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE CROISSANCE MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE CROISSANCE MONDIAL RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE DIVIDENDES CANADIEN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE DIVIDENDES INTERNATIONAL RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE MARCHÉS ÉMERGENTS RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE PETITES CAPITALISATIONS CANADIEN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE PETITES CAPITALISATIONS MONDIAL RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU À COURT TERME RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU À TAUX VARIABLE RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU AVANTAGE CIBC	2026-02-28

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
FONDS DE REVENU AVANTAGE EN DOLLARS AMÉRICAINS CIBC	2026-02-28
FONDS DE REVENU D' ACTIONS AMÉRICAINES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU DIVERSIFIÉ EN DOLLARS AMÉRICAINS RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU DIVERSIFIÉ RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU ÉLEVÉ RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE REVENU MENSUEL CANADIEN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE SCIENCES DE LA SANTÉ MONDIAL RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DE VALEUR DE BASE CANADIEN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DES MARCHÉS MONDIAUX RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'INFRASTRUCTURE MONDIAL NEUTRE EN DEVICES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'INFRASTRUCTURE MONDIAL RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS À HAUT RENDEMENT RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2026 CIBC	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2027 CIBC	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIER ORDRE 2026 CIBC	2026-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIER ORDRE 2027 CIBC	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS EN DOLLARS AMÉRICAINS RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS RENAISSANC	2026-02-28
FONDS D'OBLIGATIONS MONDIALES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE AMÉRICAIN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS ÉQUILIBRÉ CANADIEN RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS ÉQUILIBRÉ DE CROISSANCE MONDIAL CIBC	2026-02-28
FONDS IMMOBILIER MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE	2026-02-28
FONDS IMMOBILIER MONDIAL RENAISSANCE	2026-02-28
GENERAL MOTORS COMPANY	2026-03-31
GROUPE AECON INC.	2026-03-31
ICONIC MINERALS LTD.	2026-02-28
INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORP.	2026-03-31
MAGNA TERRA MINERALS INC.	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES NEUTRE EN DEVISES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE)	2026-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
MANDAT PRIVÉ D'ACTIFS RÉELS CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D'ACTIFS RÉELS RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS CANADIENNES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS CANADIENNES RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS DES MARCHÉS ÉMERGENTS CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS DES MARCHÉS ÉMERGENTS RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS INTERNATIONALES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS INTERNATIONALES RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS MONDIALES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS MONDIALES RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ DE REVENU D' ACTIONS CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ DE REVENU D' ACTIONS RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE CANADIEN CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE CANADIEN RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE MULTISECTORIEL CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE MULTISECTORIEL RENAISSANCE)	2026-02-28
MANDAT PRIVÉ D' OBLIGATIONS MONDIALES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' OBLIGATIONS MONDIALES RENAISSANCE)	2026-02-28
MORGUARD NORTH AMERICAN RESIDENTIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-03-31
MULLEN GROUP LTD.	2026-03-31
NEW KLONDIKE EXPLORATION LTD.	2026-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS	
	Date du document
NEWMONT CORPORATION	2026-03-31
OROSUR MINING INC.	2026-02-28
PORTEFEUILLE 100 ACTIONS AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE CANADIEN DE CROISSANCE AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2030 CIBC	2026-02-28
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2035 CIBC	2026-02-28
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2040 CIBC	2026-02-28
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2045 CIBC	2026-02-28
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE À LONG TERME AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE DE TITRES ÉTRANGERS DE CROISSANCE AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ DE REVENU MENSUEL AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ DE CROISSANCE AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ DE REVENU AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE MONDIAL DE CROISSANCE AXIOM	2026-02-28
PORTEFEUILLE NOUVEAUX DIPLÔMÉS CIBC	2026-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL D'ACTIONS MONDIALES RENAISSANCE	2026-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE CROISSANCE ET DE REVENU RENAISSANCE	2026-02-28

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE REVENU PRUDENT RENAISSANCE	2026-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE REVENU RENAISSANCE	2026-02-28
PULSE SEISMIC INC.	2026-03-31
RESSOURCES TECK LIMITÉE	2026-03-31
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	2026-03-31
SCANDIUM CANADA LTEE	2026-02-28
SOCIETE DE FINANCEMENT GE CAPITAL CANADA	2026-03-31
STORAGEVAULT CANADA INC.	2026-03-31
STRATÉGIE DE RENDEMENT ABSOLU D'ACTIFS MULTIPLES CIBC	2026-02-28
TFI INTERNATIONAL INC.	2026-03-31
TOROMONT INDUSTRIES LTD.	2026-03-31
UPSTART INVESTMENTS INC.	2026-02-28
VISION LITHIUM INC.	2026-02-28
WASTE CONNECTIONS, INC. (FORMERLY PROGRESSIVE WASTE SOLUTIONS LTD.)	2026-03-31
WESTERN ENERGY SERVICES CORP.	2026-03-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
ARGO OPPORTUNITY CORP.	2025-12-31
ARIANNE PHOSPHATE INC.	2025-12-31
ATICO MINING CORPORATION	2025-12-31
BLOCKMINT TECHNOLOGIES INC.	2025-12-31
BLUE MOON METALS INC	2025-12-31
BONTERRA RESOURCES INC.	2025-12-31
BRASNOVA ENERGY MATERIALS INC. (FORMERLY SONOTRAN DESERT COPPER CORPORATION)	2025-12-31
CAMBRIA GOLD MINES INC.	2025-12-31
CANICKEL MINING LIMITED	2025-12-31
CENTURION APARTMENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2025-12-31
COPPER GIANT RESOURCES CORP.	2025-12-31
DIOS EXPLORATION INC.	2025-12-31
EDM RESOURCES INC.	2025-12-31
ENTREPRISES INTERNATIONALES DE PROSPECTION	2025-12-31
EQ INC.	2025-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER MARGAUX	2025-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CANADIEN NET	2025-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS	
	Date du document
FOUNTAIN ASSET CORP.	2025-12-31
FUSE BATTERY METALS INC.	2025-12-31
GIGA METALS CORPORATION	2025-12-31
GROUPE ADF INC.	2026-01-31
GUANAJUATO SILVER COMPANY LTD.	2025-12-31
GUNGNIR RESOURCES INC.	2025-12-31
ICM CRESCENDO MUSIC ROYALTY FUND	2025-12-31
ICM PROPERTY PARTNERS TRUST	2025-12-31
JAYDEN RESOURCES INC.	2025-12-31
LAKE WINN RESOURCES CORP. FORMERLY EQUITORIAL EXPLORATION CORP.	2025-12-31
LI-FT POWER LTD.	2025-12-31
MAZARIN INC.	2025-12-31
MEDICURE INC	2025-12-31
MINES INDÉPENDANTES CHIBOUGAMAU INC.	2025-12-31
NEWCORE GOLD LTD.	2025-12-31
NORTHSTAR CLEAN TECHNOLOGIES INC.	2025-12-31
NORTHX NICKEL CORP.	2025-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
OCEANIC IRON ORE CORP.	2025-12-31
OMAI GOLD MINES CORP. (FORMERLY ANCONIA RESOURCES CORP.)	2025-12-31
ORGANTO FOODS INC.	2025-12-31
QUINSAM CAPTIAL CORPORATION	2025-12-31
RESSOURCES CARTIER INC.	2025-12-31
RESSOURCES MINIERES RADISSON INC.	2025-12-31
ROCKY MOUNTAIN LIQUOR INC.	2025-12-31
SECURE CAPITAL MIC INC.	2025-12-31
SMOOTH ROCK VENTURES CORP.	2025-12-31
SOCIÉTÉ ASBESTOS LIMITÉE	2025-12-31
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CENTRE DES RÉCOLLETS-FOUCHER	2025-12-31
SOUTHERN ENERGY CORP.	2025-12-31
STAR ROYALTIES LTD.	2025-12-31
THE BITCOIN FUND	2025-12-31
THE ETHER FUND	2025-12-31
TIER ONE SILVER INC.	2025-12-31
TORQ RESOURCES INC.	2025-12-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
TRIDENT RESOURCES CORP.	2025-12-31
VAL-D'OR MINING CORPORATION	2025-12-31
WESTPORT FUEL SYSTEMS INC.	2025-12-31
WORLD COPPER LTD,	2025-12-31
<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
49 NORTH RESOURCES INC.	2025-12-31
ARGO OPPORTUNITY CORP.	2025-12-31
ARIANNE PHOSPHATE INC.	2025-12-31
ATICO MINING CORPORATION	2025-12-31
BLOCKMINT TECHNOLOGIES INC.	2025-12-31
BLUE MOON METALS INC	2025-12-31
BONTERRA RESOURCES INC.	2025-12-31
BRASNOVA ENERGY MATERIALS INC. (FORMERLY SONOTRAN DESERT COPPER CORPORATION)	2025-12-31
CAMBRIA GOLD MINES INC.	2025-12-31
CANICKEL MINING LIMITED	2025-12-31
COPPER GIANT RESOURCES CORP.	2025-12-31

RAPPORTS ANNUELS	
	Date du document
DIOS EXPLORATION INC.	2025-12-31
EDM RESOURCES INC.	2025-12-31
ENTREPRISES INTERNATIONALES DE PROSPECTION	2025-12-31
EQ INC.	2025-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER MARGAUX	2025-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CANADIEN NET	2025-12-31
FOUNTAIN ASSET CORP.	2025-12-31
FUSE BATTERY METALS INC.	2025-12-31
GIGA METALS CORPORATION	2025-12-31
GROUPE ADF INC.	2026-01-31
GUANAJUATO SILVER COMPANY LTD.	2025-12-31
GUNGNIR RESOURCES INC.	2025-12-31
JAYDEN RESOURCES INC.	2025-12-31
LAKE WINN RESOURCES CORP. FORMERLY EQUITORIAL EXPLORATION CORP.	2025-12-31
LI-FT POWER LTD.	2025-12-31
MAZARIN INC.	2025-12-31
MEDICURE INC	2025-12-31

RAPPORTS ANNUELS	
	Date du document
MINES INDÉPENDANTES CHIBOUGAMAU INC.	2025-12-31
NEWCORE GOLD LTD.	2025-12-31
NORTHSTAR CLEAN TECHNOLOGIES INC.	2025-12-31
NORTHX NICKEL CORP.	2025-12-31
OCEANIC IRON ORE CORP.	2025-12-31
OMAI GOLD MINES CORP. (FORMERLY ANCONIA RESOURCES CORP.)	2025-12-31
ORGANTO FOODS INC.	2025-12-31
QUINSAM CAPTIAL CORPORATION	2025-12-31
RESSOURCES CARTIER INC.	2025-12-31
RESSOURCES MINIERES RADISSON INC.	2025-12-31
ROCKY MOUNTAIN LIQUOR INC.	2025-12-31
SMOOTH ROCK VENTURES CORP.	2025-12-31
SOCIÉTÉ ASBESTOS LIMITÉE	2025-12-31
SOUTHERN ENERGY CORP.	2025-12-31
STAR ROYALTIES LTD.	2025-12-31
THE BITCOIN FUND	2025-12-31
THE ETHER FUND	2025-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
TIER ONE SILVER INC.	2025-12-31
TORQ RESOURCES INC.	2025-12-31
TRIDENT RESOURCES CORP.	2025-12-31
VAL-D'OR MINING CORPORATION	2025-12-31
WESTPORT FUEL SYSTEMS INC.	2025-12-31
WORLD COPPER LTD,	2025-12-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
1317774 B.C. LTD.	
ALAMOS GOLD INC.	
B2GOLD CORP.	
BALLARD POWER SYSTEMS INC.	
BOSTON PIZZA ROYALTIES INCOME FUND	
BRP INC.	
CANSO SELECT OPPORTUNITIES CORPORATION	
CARERX CORPORATION	
CRESCITA THERAPEUTICS INC.	

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

DEFINIUM THERAPEUTICS, INC.

DREAM INDUSTRIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST

DREAM OFFICE REAL ESTATE INVESTMENT TRUST

DREAM UNLIMITED CORP.

ELEMENTAL ROYALTY CORPORATION

ENDEAVOUR SILVER CORP.

ERDENE RESOURCE DEVELOPMENT CORPORATION

FENNEC PHARMACEUTICALS INC.

FIDUCIE D'IMPACT DREAM

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER PRO

GFL ENVIRONMENTAL INC.

GROUPE ADF INC.

HUT 8 CORP.

IMAX CORPORATION

KITS EYECARE LTD.

LI-FT POWER LTD.

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

LUNR ROYALTIES CORP.

MAZARIN INC.

MCEWEN INC., FORMERLY MCEWEN MINING INC.

NABORS INDUSTRIES LTD.

NEXT HYDROGEN SOLUTIONS INC.

NORTH AMERICAN CONSTRUCTION GROUP LTD.

NOUVEAU MONDE GRAPHITE INC.

NOVANTA INC.

PENN ENTERTAINMENT, INC.

PINETREE CAPITAL LTD.

PLAZA RETAIL REIT

QUARTERHILL INC.

RAVELIN PROPERTIES REIT

RESTAURANT BRANDS INTERNATIONAL INC.

SECURE WASTE INFRASTRUCTURE CORP. (FORMERLY SECURE
ENERGY SERVICES INC.)

SIENNA SENIOR LIVING INC.

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

SIR ROYALTY INCOME FUND

SOCIÉTÉ ASBESTOS LIMITÉE

STAGWELL INC.

STLLR GOLD INC.

SURGE ENERGY INC.

TELESAT CORPORATION

THE REAL BROKERAGE INC.

THE WESTAIM CORPORATION

TIDEWATER MIDSTREAM AND INFRASTRUCTURE LTD.

TIDEWATER RENEWABLES LTD.

TOURMALINE OIL CORP.

VAALCO ENERGY, INC.

VIEMED HEALTHCARE, INC.

VITAL INFRASTRUCTURE PROPERTY TRUST

NOTICE ANNUELLE

Date du document

BLUE MOON METALS INC

2025-12-31

<i>NOTICE ANNUELLE</i>	
	Date du document
COPPER GIANT RESOURCES CORP.	2025-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CANADIEN NET	2025-12-31
GROUPE ADF INC.	2026-01-31
GUANAJUATO SILVER COMPANY LTD.	2025-12-31
LI-FT POWER LTD.	2025-12-31
MEDICURE INC	2025-12-31
NORTHSTAR CLEAN TECHNOLOGIES INC.	2025-12-31
SOUTHERN ENERGY CORP.	2025-12-31
STAR ROYALTIES LTD.	2025-12-31
THE BITCOIN FUND	2025-12-31
THE ETHER FUND	2025-12-31
WESTPORT FUEL SYSTEMS INC.	2025-12-31

<i>AVIS D'EMPLOI DU PRODUIT</i>	
	Date du document
CENTURION APARTMENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2025-12-31
ICM PROPERTY PARTNERS TRUST	2025-12-31
SECURE CAPITAL MIC INC.	2025-12-31